

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 24/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LE CAILLEBOTIS DIAMOND

Boulevard Jean Charles Contel
ZAC des Hauts de Glos
14100 Glos

Références : 2024-625
Code AIOT : 0003901440

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2024 dans l'établissement LE CAILLEBOTIS DIAMOND implanté Boulevard Jean Charles Contel ZAC des Hauts de Glos 14100 Glos. L'inspection a été annoncée le 19/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Récolement par sondage de l'arrêté préfectoral d'autorisation

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LE CAILLEBOTIS DIAMOND
- Boulevard Jean Charles Contel ZAC des Hauts de Glos 14100 Glos
- Code AIOT : 0003901440

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site comprend environ 40 personnes. L'activité principale du site est la galvanisation à chaud. La mise en service industrielle de l'installation ayant été réalisée en mai 2024, la présente inspection visait à faire un récolement par sondage de prescriptions techniques applicables au site.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- IED-MTD
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Surveillance des émissions atmosphériques canalisées	Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 2.3.1	Demande d'action corrective	3 mois
5	Point de rejet	Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 3.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Mesures de réduction	Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 5.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 6.3.1	Demande d'action corrective	8 jours
9	Plan d'intervention	Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 6.3.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consistance des installations	Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 1.2.3	Sans objet
2	IED - réexamen périodique	Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 1.2.2	Sans objet
3	Modifications	Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 1.4.1	Sans objet
6	Niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 5.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation a été mise en service en mai 2024.
La montée en charge des installations se poursuit.
Le site est propre, et ne génère pas d'odeurs en dehors des installations.
Néanmoins, des demandes de compléments sont formulées à l'exploitant à l'issue de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 1.2.3	
Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations	
Prescription contrôlée :	
L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :	
Lieu	Activité
Bâtiment industriel	1 hall de stockage amont (pour le matériel noir à traiter) 1 hall de fabrication (zone process) en parois REI120 comprenant : - une ligne de prétraitement avec 13 cuves de 41m3 ; - un creuset de galvanisation de 41m3 (avec zinc en fusion) ; - différentes utilités (local cuves d'acides, local filtres à manches, local chaudière, station de traitement du bain de fluxage...) 1 hall de stockage aval (pour le matériel blanc traité) 1 zone de bureaux, laboratoire, local maintenance, local transformateur

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite des installations, il a été constaté que la construction des installations répondait aux prescriptions de l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Néanmoins, une cuve enterrée de 30m³ (déportée, en bakélite) a été installée en extérieur, pour recueillir les éventuels effluents des opérations de dépotage des acides, ce qui diffère de l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation prévoyant une rétention à l'intérieur du bâtiment.</p> <p>Le plan des installations à jour a été fourni par l'exploitant le 24/10/24, qui mentionne la cuve enterrée de 30m³.</p>	
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>	

N° 2 : IED - réexamen périodique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 1.2.2</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Réexamen IED</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le réexamen périodique est déclenché à chaque publication au journal officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au BREF FMP « Industries de transformation des métaux ferreux », conclusions associées à la rubrique principale définie à l'article 1.2.1 du présent arrêté.</p> <p>Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au BREF FMP « Industries de transformation des métaux ferreux » ont été publiées au journal officiel de l'Union Européenne le 4 novembre 2022.</p> <p>Dans ce cadre, l'exploitant remet au préfet, en trois exemplaires, le dossier de réexamen prévu par l'article R. 515-71 du code de l'environnement, et dont le contenu est précisé à l'article R. 515-72 dudit code, dans les douze mois qui suivent cette publication. Celui-ci tient compte notamment de toutes les meilleures techniques disponibles applicables à l'installation conformément à l'article R. 515-73 du code de l'environnement et suivant les modalités de l'article R. 515-59 1°).</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dossier de réexamen a été déposé en mai 2024 par l'exploitant, ce qui répond à la prescription.</p> <p>Il conviendra de vérifier que les différents engagements pris dans ce dossier seront respectés aux échéances annoncées.</p> <p>Pour exemple, dans le cas de la MTD n°1 relative au système de management environnemental, il est indiqué qu'une certification ISO 9001 / 14001 sera mise en place avant octobre 2026. Sur ce</p>

est indiqué qu'une certification ISO 9001 / 14001 sera mise en place avant octobre 2026. Sur ce point, l'exploitant précise que la certification ISO 9001 est déjà engagée, ce qui est un préalable à la certification ISO 14001.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Modifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 1.4.1

Thème(s) : Situation administrative, Modifications

Prescription contrôlée :

Toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 du code de l'environnement inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par l'exploitant avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

Un dossier de porter à connaissance (projet GreenFlux) a été déposé par l'exploitant en octobre 2024 visant à modifier le process industriel :

- installation d'une unité de traitement du bain de dégraissage,
- installation d'une unité de traitement du bain de fluxage,
- réduction de la capacité du local de stockage des matières premières.

Ces modifications sont notables et ne modifient pas le classement ICPE du site (pas de nouvelle rubrique ICPE).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure une surveillance de ses rejets dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence	Enregistrement (oui ou non)	Fréquence de transmission
Débit	Continu	Oui	Annuelle
O ₂	Continu	Oui	Annuelle

Poussières	Continu	Oui	Annuelle
Métaux (Cd, Sb, Pb, Cu, Sn, Zn)	Trimestriel	Oui	Annuelle
HCl	Trimestriel	Oui	Annuelle
SO ₂	Trimestriel	Oui	Annuelle
NO _x	Trimestriel	Oui	Annuelle

En fonction des résultats de la surveillance atmosphérique, les fréquences pourront être adaptées.

Constats :

L'exploitant a présenté en séance un rapport de vérification en date du 29/08/24 (intervention du 10/07/24) des rejets atmosphériques pour la ligne de prétraitement et pour la ligne de galvanisation, réalisé par un bureau d'études compétent.

Ce rapport conclut ;

- pour la ligne de prétraitement (conduit n°1), au respect des valeurs limites en concentration et flux, à l'exception du zinc qui ne respecte pas les valeurs limites en termes de concentration et de flux ;
- pour la ligne de galvanisation (conduit n°2), au respect des valeurs limites pour tous les paramètres en termes de concentration et de flux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande sous 3 mois le plan d'actions visant à corriger la non conformité pour le zinc en termes de concentration et flux. Un nouveau contrôle devra attester du retour à la conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Point de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 3.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux usées industrielles, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux de refroidissement, eaux vannes, etc.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet externe(s) qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées PK	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
Pt N°1	503 674 m	6 897 039 m	Eaux usées domestiques (sanitaires)	STEP de Lisieux	Milieu naturel (La Touques)	Convention de rejet

Constats :

L'exploitant précise que le syndicat des eaux est venu sur site en avril 2024 pour vérifier les réseaux séparatifs du site.

Néanmoins, à date, l'exploitant ne dispose pas d'une convention pour le rejet des eaux usées domestiques dudit site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande sous 3 mois une copie de la convention en cours de validité pour le rejet des eaux usées domestiques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux sonores

Prescription contrôlée :

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée 6 mois au maximum après la mise en service de l'installation, puis tous les 3 ans.
Constats : L'exploitant a fait réaliser pour son installation une mesure des niveaux de bruit et d'émergence par un bureau d'études compétent ; le rapport du 07/08/2024 (intervention du 25 au 26/07/24) conclu à la conformité de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mesures de réduction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 5.4
Thème(s) : Situation administrative, Mesures de réduction
Prescription contrôlée : Les mesures de réduction R1 (plantation de haies champêtres au nord du site) et R2 (pose de 3 hibernaculæ sur le site) sont réalisées au plus tard à la mise en service de l'installation.
Constats : L'exploitant précise que ; <ul style="list-style-type: none"> la mesure de réduction R1 (plantation de haies champêtres au nord du site) est réalisée ; la mesure de réduction R2 (pose de 3 hibernaculæ sur le site) n'est pas réalisée, mais planifiée au 09/11/2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande sous 3 mois les justificatifs liés à la réalisation de la mesure R2.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 6.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens suivants : <ul style="list-style-type: none"> une réserve d'eau de 360 m³ permettant d'alimenter un réseau de 3 poteaux incendie en aspiration. Ces poteaux incendie sont distants de 100 mètres au maximum du bâtiment. Cette réserve est commune avec le site LE CAILLEBOTIS DIAMOND. L'exploitant s'assure régulièrement de la disponibilité de cette réserve, du fonctionnement du surpresseur et de la capacité du réseau

incendie. Les poteaux doivent délivrer à minima un débit d'eau de 90m³/h. En cas d'indisponibilité de la réserve, l'exploitant met en œuvre des mesures compensatoires pour assurer la défense incendie de son établissement ;

- un groupe électrogène permettant d'assurer une alimentation électrique du site en cas de coupure des énergies.

Constats :

Lors de la visite des installations, il est constaté que :

- la bâche de 360m³ (qui alimente le réseau de 3 poteaux incendie en aspiration) est indisponible ; l'exploitant précise que la bâche a été endommagée par le prestataire en charge des espaces verts 15 jours auparavant. Aucune mesure compensatoire n'a été définie. La bâche ne pouvant être réparée, une bâche neuve pourrait arriver sous 4 semaines ;
- le groupe électrogène est présent ; l'exploitant précise qu'il est démarré mensuellement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande sous 8 jours de définir des mesures compensatoires durant la période d'indisponibilité de la bâche de 360m³, et d'en informer les services du SDIS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 8 jours

N° 9 : Plan d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/03/2023, article 6.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'intervention

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place, avant la mise en service de l'installation, un plan d'intervention détaillant les éléments suivants :

- la présentation générale de l'établissement ;
- la situation géographique ;
- l'évaluation des risques ;
- le plan de localisation des produits dangereux ;
- le recensement des moyens ;
- le plan et les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte ;
- la conduite à tenir en cas de fuites sur les cuves, de départ de feu, de pollution accidentelle, d'explosion, de fuite de gaz,... ;
- les contacts pendant et en dehors des heures ouvrées ;
- le schéma d'alerte ;
- l'organisation des secours.

L'exploitant tient à jour ce document. Le plan d'intervention est transmis aux services d'intervention et de secours (ainsi que lors de ses mises à jour). Ce plan est testé à des intervalles réguliers n'excédant pas trois ans.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté en séance un document répondant partiellement aux exigences de la prescription. Par conséquent, il convient d'actualiser ce document, en repérant sur un plan notamment les postes gaz et électrique, en définissant les conduites à tenir en cas d'accident, les contacts pendant et hors période ouvrées,</p> <p>L'inspection des installations classées invite également l'exploitant à présenter à la caserne du SDIS ses installations et la documentation opérationnelle à disposition en cas d'intervention (plan d'intervention, ...).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande sous 3 mois le plan d'intervention répondant aux prescriptions de l'article 6.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>